

Hommage

M. le Président: La question a été posée. Il est loisible au ministre d'y répondre.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, sauf votre respect, le député sait parfaitement bien qu'il est impossible de répondre à cette question aujourd'hui, c'est-à-dire le jour même où la Communauté européenne a déclaré qu'elle empêchait A et A de réaliser cette acquisition.

Le député s'est dit opposé à cette acquisition dès le départ, mais le voilà maintenant qui se lève et prétend défendre de Havilland alors qu'il a. . .

M. le Président: J'invite le député de Terrebonne à poser une question et à le faire brièvement.

* * *

[Français]

LA FONCTION PUBLIQUE

M. Jean-Marc Robitaille (Terrebonne): Monsieur le Président, dans une déclaration qui a été faite hier soir, le président de l'Alliance de la Fonction publique a indiqué clairement son intention de ne pas se soumettre à la loi spéciale et de poursuivre la grève à partir de l'intérieur. Il a même précisé, ce qui est plus grave encore, il a déclaré que cette grève ne se terminerait qu'à la chute ou à la disparition du gouvernement actuel.

Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Suite à ces déclarations, comment entrevoit-il les relations de travail futures au sein de la Fonction publique fédérale et croit-il que les menaces qui ont été faites par M. Bean sont tout à fait inacceptables et compromettront à partir de maintenant la loyauté et l'efficacité des fonctionnaires fédéraux envers son principal employeur, soit le contribuable?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, quand on a la chance de vivre dans un pays démocratique comme le nôtre, il est de l'essence même de cette démocratie que tout le monde respecte la loi et je prends pour acquis que tout le monde la respectera.

Je regrette les déclarations de M. Bean. Il est en campagne électorale depuis le Budget. Je n'y peux rien. Quant à moi, au lieu de livrer le combat électoral, j'ai parcouru à peu près toutes les villes de ce pays pour

rencontrer les fonctionnaires et tenter de leur expliquer notre politique. Je regrette les déclarations de M. Bean.

* * *

[Traduction]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

M. le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune d'un groupe de travail sur les nouvelles démocraties de l'Union interparlementaire.

Des voix: Bravo!

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE**LE JOUR RÉSERVÉ À L'OPPOSITION**

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je voudrais que demain soit désigné jour réservé à l'opposition.

* * *

LE DÉCÈS DE M. FRED WILLIAMS

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre des Anciens combattants): Monsieur le Président, la semaine dernière, les anciens combattants et leurs familles ont perdu un ami très cher en la personne de Fred Williams, qui est décédé. M. Williams était le président national de l'organisme philanthropique le plus important au Canada, la Légion royale canadienne.

[Français]

Je dis bien organisation philanthropique, car c'est sans aucun doute ce qu'est la Légion, car elle sert les anciens combattants et leurs survivants en les aidant à obtenir des pensions d'invalidité et d'autres prestations. Elle sert des milliers de collectivités à travers le Canada et ses actions charitables ne se comptent plus.

[Traduction]

C'est grâce à des compagnons comme Fred Williams que la Légion, qui compte 600 000 membres, continue de si bien servir le pays. M. Williams se dévouait sans compter. Originaire de Terre-Neuve, il a servi dans la Marine royale de 1940 à 1946. Même s'il a combattu sous le drapeau britannique durant ces années, depuis la Seconde Guerre mondiale, et surtout dans les derniers mois, il s'était fait l'ardent défenseur du Canada.